



## Compte-rendu CHSCT des 4 et 7 février 2022

La première instance CHSCT de l'année a eu lieu les vendredi 4 et lundi 7 février.

### ✓ Point Covid

Depuis la crise sanitaire, à chaque CHSCT un point pour chaque administration est faite.

À la DRFiP 59, ce sont 559 cas positifs depuis le début de l'épidémie dont 244 depuis le 1<sup>er</sup> janvier. Ce sont 54 cas à la DIRCOFI depuis le début et 73% de télétravailleurs. Les directions n'échappent pas à la flambée du nombre de cas positifs en France...

Concernant le télétravail, la direction a rappelé qu'il n'est plus obligatoire depuis le 02/02, mais il reste fortement recommandé. Le télétravail à 3 jours par semaine n'est pas exclu, bien au contraire.

Solidaires Finances a demandé au Médecin du travail, la définition d'un « cas contact » aujourd'hui. En effet, entre les différentes annonces et changements, il est difficile de pouvoir s'y retrouver.

Le Médecin a indiqué que la détermination d'un cas contact n'a pas évolué depuis un an, mais qu'il existe différents degrés : soit le risque est modéré (si tous les gestes barrières n'étaient pas respectés), soit l'absence de contact à risque (lorsqu'il y avait port du masque).

Pour les parents d'enfants en crèche qui ne sont pas toujours en capacité de recevoir leurs enfants, des facilités horaires sont toujours en vigueur (possibilité de pointer pendant les plages fixes avec perte du temps non effectué). Tout comme les ASA dérogatoires lorsque l'école/la classe est fermée ou que son enfant est positif. Pour Solidaires Finances, télétravail et garde d'enfant sont incompatibles.



Pour toute problématique de gel, lingettes ou masque (FFP2 pour l'accueil par exemple), il est possible de contacter les assistants de prévention pour une nouvelle dotation ou modification du type de produit (ex : pompes sur les gels hydroalcooliques).

Les Directions des Finances Publiques considèrent qu'une bonne partie des cas positifs le sont via la sphère familiale et assurent n'avoir eu aucun « cluster » dans leurs services, alors même que dans certains il y a eu plus de 5 cas Covid. Ça fait beaucoup de coïncidences...

Pour la Direction des Douanes, le recours au télétravail va « redescendre » à 3 jours/semaine. Les formations tir et TPCI (techniques de prévention) reprennent en présentiel en respectant les consignes de juin 2021 (auto-test avant la séance). Les ASA pour les parents d'enfants malades qui ne peuvent télétravailler sont toujours d'actualité.

Pour l'INSEE, ils recensent 44 cas depuis le début et 17 depuis le 1<sup>er</sup> janvier. Ce sont 20 à 25 % des effectifs qui sont présents sur site.



## ✓ Travaux Kennedy : suite des travaux de mise en sécurité

Des travaux sont (encore..) prévus sur l'immeuble de Kennedy afin qu'il puisse atteindre les normes imposées en termes de sécurité. Les travaux sont annoncés pour une durée d'un an, de **février 2022 jusqu'à février 2023**.

Plusieurs types de travaux de travaux vont avoir lieu comme :

- un désamiantage au niveau de la colle des carrelages noirs autour des portes des ascenseurs. Il va donc encore y avoir des travaux, par paire d'étages non consécutifs, pour refaire ces paliers ascenseurs. Le désamiantage sera effectué avec les précautions d'usage ;
- les portes coupe-feu seront remplacées ;
- des bâches d'eau au sous-sol pour l'extinction incendie automatique vont être installées, supprimant quelques places de parking ;
- divers travaux relatifs à la sécurité incendie vont être faits, comme une seconde arrivée d'eau extérieure pour les pompiers, ce qui va nécessiter un nouveau raccordement au réseau par Iléo ;
- quelques places de parking (7 ou 8) vont être réquisitionnées pour entreposer le matériel et autres installations ;
- des préfabriqués vont être installés rue du Croquet (derrière la Direction) comme "base-vie" pour les ouvriers ;
- tout le hall va devoir être refait, notamment les habillages de bois, facilement inflammables. Les faux-plafonds et l'éclairage seront également refaits ;
- différentes autres petites choses vont être refaites afin de rendre chaque étage plus étanche, comme les sirènes d'alarme qui ne devraient pouvoir être audibles que d'un seul étage ;
- les deux salles d'archives du rez-de-chaussée, et celle de la galerie technique, doivent être mises aux normes. C'est à dire doublage de l'épaisseur des murs et plafonds, installation d'extinction automatique et une nouvelle et réelle ventilation à l'étude. Cela va diminuer l'espace de stockage. L'Immobilier recherche donc des solutions tant éphémères le temps des travaux que pérennes pour après. Plusieurs mois de travaux sont prévus, avec impossibilité d'accéder aux archives sauf besoin essentiel.



Il y a également des travaux qui vont être faits **au niveau du restaurant administratif**.

Il s'agit d'une mise en conformité sécurité (sur les différents accès, le rajout de portes coupe-feu, la mise en place réelle de désenfumage..). La Direction envisage également de remplacer le mobilier de service et la réfection du sol à l'aide d'un architecte. **Trois à quatre mois de travaux sont prévus, de juillet à mi-octobre 2022.**

À l'annonce de la fermeture du restaurant administratif, Solidaires Finances a demandé à avoir l'assurance pour les collègues de pouvoir bénéficier d'une solution pratique. La direction recherche une convention avec les restaurants administratifs à proximité (comme la Poste).

Solidaires Finances a regretté de voir refaire encore des travaux sur des zones qui en ont déjà subi récemment. Il aurait été plus évident de réaliser d'un coup les travaux et non en plusieurs étapes et donc que les collègues subissent encore des nuisances, notamment sonores.

Sur ce sujet, Solidaires Finances a exigé que les travaux bruyants se déroulent en dehors des plages de présences des agents ou que des ASA soit donnés si ce n'est pas possible.

La Direction a affirmé que les nuisances sonores vont être au mieux réparties en dehors des plages horaires où il y a le plus d'agents et que s'il y a trop de bruits, l'utilisation d'ASA sera possible.

N'hésitez pas à nous contacter si ça devrait être le cas.

Une deuxième phase de travaux est annoncée pour 2024, mais sera plus délicate, car elle sera plus invasive pour les collègues présents qui seront forcés de bouger.

Des fiches de suivi et de détail des travaux sont accessibles sur Ulysse 59 : [http://dfp590.intranet.dgfip/missions/transverses/immo/travauxkennedy/travaux\\_kennedy.htm](http://dfp590.intranet.dgfip/missions/transverses/immo/travauxkennedy/travaux_kennedy.htm)



## ✓ Réponse aux rapports de la médecine de prévention de 2020 : Halluin et Armentières Municipale

La visite de la Trésorerie d'Halluin date du 1<sup>er</sup> juillet 2020 et celle d'Armentières Municipale du 3 juin 202. Pour Solidaires Finances, il n'y a aucun intérêt à nous présenter des rapports qui datent de 2020 alors même que la trésorerie d'Halluin est fermée et que celle d'Armentières doit fermer au 01/09/2022. Le rôle des représentants du CHSCT est de pouvoir agir en amont, en prévention des risques, ce qui n'a pas été possible au cas particulier. Concernant Armentières, il est déplorable que des travaux de stores n'aient pas été faits alors que les agents sont encore présents et qu'ils vont encore vivre au moins un été dans le bâtiment.

Solidaires Finances a demandé d'être associé et destinataire des futurs plans du SGC d'Armentières et de pouvoir visiter les nouveaux locaux avant le 1<sup>er</sup> septembre 2022, ainsi que de connaître l'état d'avancement des travaux et des retards éventuels. La DRFiP 59 affirme que des retards sont déjà constatés pour ce nouveau bâtiment, tout en balayant le sujet de la compétence exclusive du CTL (comité technique local). Solidaires Finances Publiques ne manquera pas de revenir sur ce sujet lors du prochain CTL.

## ✓ Présentation du compte-rendu de la visite du SGC de Caudry le 3 décembre 2021

Une visite CHSCT a été effectuée en décembre 2021 et plusieurs points furent relevés et détaillés dans un compte-rendu. Nous avons constaté que c'est bien évidemment la mise en place au premier janvier qui a accentué les énormes difficultés rencontrées par les agents ainsi que leur sous-effectif. De plus, il est annoncé une suppression d'emploi pour cette année 2022 !

Des demandes de formations sont toujours en attente, même si le sous-effectif ne permet guère aux agents d'y participer.

Les locaux, ancien magasin, sont tout en longueur et peu compatibles avec les missions. La DRFiP 59 va voir avec les assistants de préventions afin de pouvoir modifier les emplacements des bureaux et rendre l'espace plus ergonomique.

Solidaires Finances a demandé l'installation d'un capteur de CO2 afin de vérifier si l'aération est suffisante à cet endroit. La DRFiP 59 va demander aux assistants de prévention de faire des contrôles, dès qu'un détecteur sera disponible.

## ✓ Déménagement du Centre de Contact

Sujet initialement mis à l'ordre du jour puis enlevé par la Direction. Solidaires Finances a demandé des explications sur cette suppression étant donné que la fusion est prévue au 01/03/22.

La DRFiP 59 prétend qu'il s'agit d'une restructuration et donc relève exclusivement du CTL.

Solidaires Finances a fait savoir son désaccord, il ne s'agit pas d'une restructuration NRP mais d'une fusion. Le CHSCT est l'acteur de la prévention le plus à même d'agir pour les conditions de travail des agents, et la DRFiP 59 prive donc délibérément les collègues de l'expertise et des préconisations de cette instance.



### Questions Diverses

- Une visite du **Centre de Contact**, avant la mise en route a été demandée, donc en ce mois de février 2022.

- Les organisations syndicales ont effectué une motion afin de demander la pose de **fontaines à eau** sur l'ensemble des services de la DRFiP 59 qui le désirent

(financées par le CHSCT). La Direction avait indiqué qu'elle acceptait mais doit s'assurer des possibilités d'installation selon les sites, et les possibles raccordements au réseau d'eau. Le recensement est fait. Les plus gros soucis sont sur l'immeuble Kennedy (en termes de normes de sécurité). Les Douanes refusent l'installation de fontaines à eau.

- **SIP de Dunkerque : permanence en Mairie** – Solidaires Finances est intervenu sur les permanences effectuées par le SIP. Plusieurs remontées signalent que des lieux normalement dédiés ne sont pas ceux où travaillent les collègues, que la sécurité est absente (boutons poussoir par exemple) et que même des agents risqueraient de se retrouver à devoir ouvrir et occuper seul le local. La DRFiP 59 a indiqué ne pas être au courant de cette situation et se renseigner pour résoudre le problème.

- **Future Cité Administrative de Lille** - Solidaires Finances a été surpris d'apprendre lors de la dernière réunion faite par la préfecture, que le « micro-zoning » (plan d'installation des services) est presque terminé. Solidaires Finances a souhaité connaître et être associé aux plans de la future Cité Administrative. La DRFiP 59 a affirmé qu'une proposition a été faite mais pas encore de finalisation et a accepté que les représentants en CHSCT soient associés.

- **Stores d'Avesnes-Sur-Helpes** : Solidaires Finances a demandé le financement des stores, notamment au service de publicité foncière. Un devis va être effectué et présenté par la DRFiP 59.

- **Capteurs CO2** : la DRFiP a commandé 20 capteurs, qui seront fournis par les Assistant·es de Prévention aux services communs des sites afin de déterminer les locaux où ce sera nécessaire. Douanes : attente du retour des expérimentations par le service compétent de leur direction générale. INSEE : 5 achetés dont un mobile. Un point sur le sujet sera effectué lors du prochain point Covid.

- **Protection pour pattes des chiens** aux Douanes. Recensement en cours par les maîtres intéressés pour ensuite réaliser une commande.

Une nouvelle fois, le CHSCT s'est tenu uniquement en audio, ce qui génère des débats de bien trop longue durée.

Solidaires Finances s'est à nouveau heurté aux Directions qui refusent toujours, avec une obstination qui pourrait presque forcer le respect si la santé des agents n'était pas concernée, de lier les suppressions d'emplois et les déplorables conditions de travail que vous et nous subissons à longueur d'année.



Solidaires Finances 59  
Cité Administrative - 9e étage – 175 Rue Gustave Delory – 59000 LILLE  
Tél: 03 20 95 63 90  
[solidairesfinancespubliques.drifip59@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:solidairesfinancespubliques.drifip59@dgfip.finances.gouv.fr)  
[solidairesfinancespubliques59@gmail.com](mailto:solidairesfinancespubliques59@gmail.com)  
[solidairesfinancespubliques59@facebook.com](https://www.facebook.com/solidairesfinancespubliques59)